FRANCE TERRE D'ASILE & DÉSINFOX-MIGRATIONS

Pour un débat éclairé sur les migrations

Rétablir les faits face à la désinformation

Résumé en récits

Sept notes pour rapprocher le débat public de la réalité, racontées par celles et ceux qui la vivent.

FRANCE TERRE D'ASILE

DESINFOX-MIGRATIONS



NOTE 1 · PAGES 7 À 12

Ce qu'on n'entend pas assez sur l'immigration et les dépenses publiques

L'immigration est une chance et une richesse pour la France. 🙂



Hé oui !

Comme beaucoup d'exilés, j'ai dépensé plus de **20 000 €** pour venir en Europe, toutes mes économies. Si j'avais été dans la « misère », je n'aurais pas pu partir.

En plus, je suis arrivée à **23 ans**, l'âge médian de la migration en France. J'avais déjà un diplôme du supérieur, comme **la moitié** des personnes immigrées arrivées en même temps que moi. Mes études n'ont donc rien coûté à l'État français, je pouvais travailler directement.

Depuis plusieurs années, je suis infirmière dans un hôpital. Nous sommes beaucoup d'étrangers parmi le personnel soignant : l'hôpital ne pourrait pas tenir sans nous ! Je suis fière d'être utile à la société et d'aller travailler tous les matins.

Les faits à retenir

LA CONTRIBUTION

des personnes immigrées en France a été de

+1,02 %

du PIB par an entre 2006 et 2018.

Source : OCDE, p. 129

« Les immigrés versent davantage d'impôts et de cotisations sociales que ce qu'ils reçoivent en prestations et services. »

OCDE, p. 128

LES RETRAITES

représentent le premier poste de dépense du pays. Or, les immigrés sont **peu nombreux** parmi les retraités (du fait de leur âge) et leurs **retraites sont plus faibles**.

Source : Insee

UN COÛT EXAGÉRÉ

0,3 %

du budget de l'État est spécifiquement consacré aux politiques relatives aux personnes étrangères en 2026.

Source : budget.gouv.fr

Pour aller plus loin

« **Immigration et finances publiques, un coût largement exagéré** », sur Désinfox-Migrations

NOTE 1 · PAGES 9 ET 10

Ce qu'on n'entend pas assez sur le travail des immigrés

Les travailleurs étrangers sont essentiels à l'économie du pays. 🙄



C'est vrai ! Pourtant, c'est très compliqué d'accéder à un emploi quand on est étranger.

D'abord, quand je suis arrivé en France, je n'ai pas pu obtenir d'autorisation de travail sans commencer par travailler. Un employeur a rapidement voulu m'embaucher sur un chantier, mais il a fallu qu'il passe par la **procédure d'opposabilité de l'emploi**, pour prouver qu'il n'avait pas trouvé de candidat déjà autorisé à travailler avant moi : dans certains cas, **la préférence nationale** existe donc déjà. Ainsi, **5 millions d'emplois** de la fonction publique sont fermés aux étrangers non européens. Même lorsque c'est autorisé, il est **très difficile** d'embaucher une personne étrangère.

Ensuite, il faut rappeler que le travail des immigrés n'a **pas d'impact** sur le travail et la rémunération des travailleurs français, principalement parce que les immigrés travaillent surtout dans des **secteurs en tension**, c'est-à-dire où les employeurs n'arrivent pas à recruter, faute de candidats.

Les faits à retenir

LE TAUX D'EMPLOI

62 %

des étrangers, contre **69 %** pour la population générale.
Source : Insee

LES DIFFICULTÉS DE RECRUTEMENT

60 %

des entreprises de la construction déclarent avoir du mal à recruter.
Source : Dares

LES EMPLOIS ESSENTIELS

17 %

des médecins hospitaliers sont immigrés.
Sources : Cepii, Dares

22 % des cuisiniers
27 % des ouvriers du BTP
28 % des agents de sécurité
40 % des employés de maison

UN GAIN POUR LES FINANCES PUBLIQUES

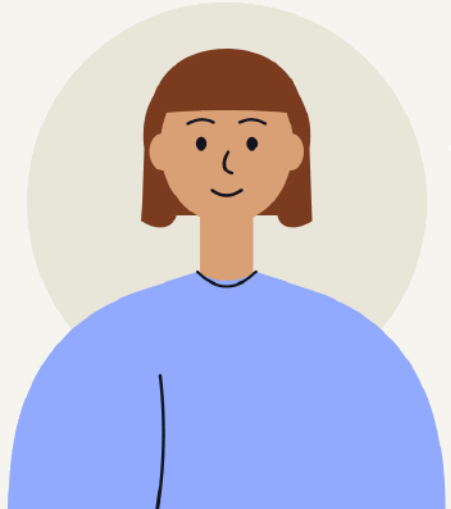
4 000 €

de recettes fiscales supplémentaires par personne régularisée en Espagne, sans appel d'air.
Source : Terra Nova

NOTE 1 · PAGES 13 ET 14

Ce qu'on n'entend pas assez sur les aides sociales touchées par les personnes immigrées

Les aides accessibles aux personnes étrangères sont plus limitées que pour les personnes françaises. 🙄



Évidemment, les étrangers sont soumis aux **mêmes critères de faibles ressources que les Français** pour avoir accès aux aides sociales.

Mais il y a aussi des restrictions qui nous sont spécifiques. Comme la plupart des étrangers, si je voulais demander le revenu de solidarité active (RSA) ou la prime d'activité, je devrais **attendre 5 ans de présence régulière** en France, donc avec un titre de séjour valide. Je suis en France depuis 3 ans déjà : évidemment depuis tout ce temps j'ai trouvé un emploi, je n'ai donc pas besoin du RSA.

C'est absurde de dire qu'on voudrait vivre des allocations : **travailler rapporte toujours beaucoup plus**. Moi, comme je suis seule, même au Smic, je gagne presque deux fois plus que toutes les aides sociales que je pourrais cumuler.

Les faits à retenir

LA PART D'ÉTRANGERS

15 %

parmi les bénéficiaires du RSA, des aides au logement et les locataires du logement social.
Sources : Gouvernement, USH

Or, les immigrés sont **2 fois plus souvent touchés par la pauvreté**, et les étrangers représentent 9 % de la population.

→ **15 % des bénéficiaires, c'est donc cohérent.**

LE DÉLAI D'ATTENTE

10 ans de séjour régulier pour l'allocation de solidarité aux personnes âgées, sauf exceptions.
Source : Code de la Sécurité sociale

AUCUNE AIDE POUR LES SANS-PAPIERS

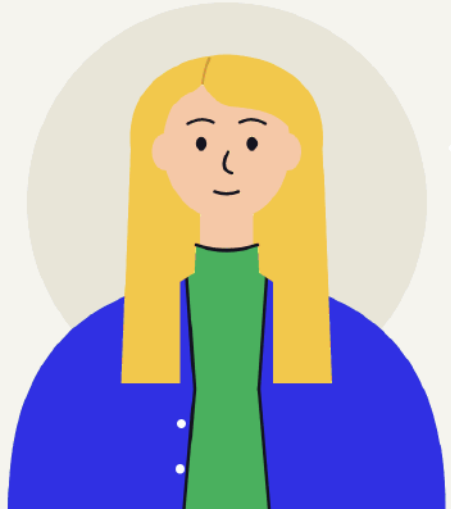
Un titre de séjour est requis pour toute aide financière. **Les sans-papiers n'ont droit à rien**, sauf l'aide médicale d'État (AME) et l'hébergement d'urgence.

Pour la sauvegarde de l'AME
Soigner les sans-papiers évite des dépenses plus importantes.
Voir note 1, p. 12.

NOTE 2 · PAGES 15 À 24

Ce qu'on n'entend pas assez sur les arrivées de personnes étrangères en France

Les arrivées augmentent, comme partout, mais la France est loin d'être une destination privilégiée. 🙄



J'ai dû fuir l'Ukraine à cause des attaques russes. Je suis arrivée en France, mais la plupart de mes compatriotes sont allés ailleurs : malgré son système social réputé attractif, **la France n'a pas accueilli plus de 2 % des Ukrainiens.**

C'est vrai, la part des étrangers augmente en France : elle est passée **d'environ 6 % à 9 % entre 2013 et 2025**. Mais moins de 3 points en plus de dix ans, ce n'est ni une « submersion », ni une hausse « exponentielle ».

Et on ne choisit pas un pays pour ses aides : on va là où l'on a **de la famille, du travail, où l'on parle la langue**. Comme **67 % des personnes en besoin de protection se réfugient dans des pays voisins**, **l'Europe accueille moins d'un tiers des migrants internationaux.**

Les faits à retenir

LA PART D'ÉTRANGERS

9,1 %

parmi la population de la France.
Les immigrés représentent 11,6 %.
Source : Insee

LE RANG DE LA FRANCE EN EUROPE

19e

pour la part de personnes nées à l'étranger dans la population.
Source : Eurostat

12e

pour les demandes d'asile rapportées à la population.
Source : Eurostat

LA CRISE DE L'ACCUEIL

2015

1,3 million

d'arrivées, surtout d'Irak, de Syrie et d'Afghanistan : la « **crise migratoire** ».

2022

5 millions

d'arrivées d'Ukraine, avec un cadrage médiatique complètement différent.

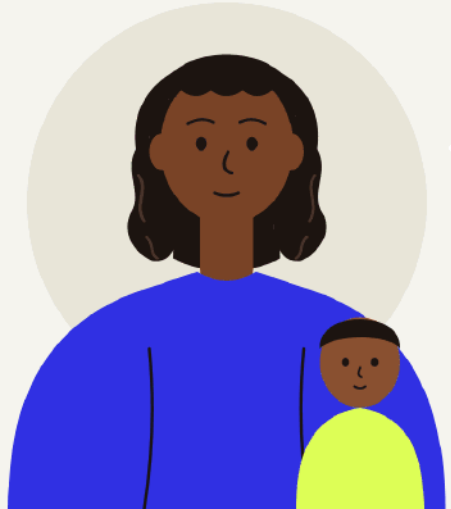
« L'APPEL D'AIR » DÉMENTI

68 % des patients exilés du Comede découvrent leur maladie après leur arrivée en France. Source : Comede

NOTE 3 · PAGES 25 À 29

Ce qu'on n'entend pas assez sur les OQTF et la rétention

Recevoir une obligation de quitter le territoire français ne veut pas dire être dangereux. 🥲



Je n'ai pas de papiers, je vis en France depuis 6 ans. Un jour, j'ai été contrôlée dans une station de métro et j'ai reçu une obligation de quitter le territoire français. Comme moi, **93 % des personnes visées par une OQTF entre 2019 et 2022 n'avaient commis aucun délit : elles étaient simplement sans-papiers.**

J'ai eu très peur, pour moi et pour mon fils de 4 ans. Mon avocate m'a expliqué que, comme je travaille depuis longtemps et que mon fils va à l'école, le juge pourrait annuler la décision. C'est ce qui arrive à près de **20 %** des OQTF.

J'ai attendu l'audience dans l'angoisse. Mon fils se réveillait toutes les nuits en pleurant. Finalement, le juge a dit que je pouvais rester. Depuis, dès que c'est possible, je vais travailler à pied.

Les faits à retenir

LE RECORD EUROPÉEN

28 %

des décisions d'éloignement de l'UE sont délivrées par la France (128 000 en 2024).
Source : Eurostat

1 sur 10

Seule une OQTF sur dix donne lieu à un éloignement.
Source : Assemblée nationale

UNE RÉTENTION TOUJOURS PLUS LONGUE

210 jours **de rétention maximum**

Pour certains étrangers jugés dangereux. Près de **80 %** des éloignements ont lieu dans les **45 premiers jours**.
Source : rapport des 5 associations en CRA

UN COÛT ÉLEVÉ

4 000 à 14 000 €

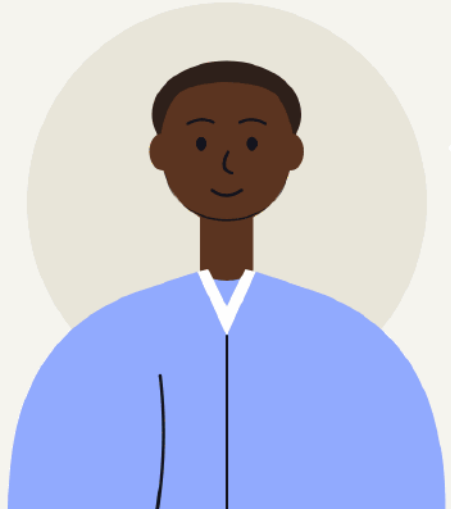
par éloignement forcé.
Sources : Cour des comptes, p. 116 ; Assemblée nationale, annexe X

Pour réduire les OQTF
En délivrer **20 % de moins** ferait économiser **41 millions €** par an, à réallouer à l'instruction des titres de séjour.

NOTE 3 · PAGES 29 À 31

Ce qu'on n'entend pas assez sur l'immigration et l'insécurité

Les personnes immigrées ne sont pas une menace. Elles aussi veulent vivre en sécurité. 🥹



Je suis arrivé en France il y a douze ans. Je n'étais pas hébergé, et un jour tout mon matériel pour dormir dehors a été volé. C'était la fin du mois : ce qui restait de mon allocation de demandeur d'asile ne suffisait pas pour tout racheter.

Alors j'ai fait griller du maïs dans la rue pour le vendre aux passants. Je ne savais pas que c'était interdit. **J'ai reçu des amendes que je ne pouvais pas payer, elles ont été majorées, pendant des années.**

Depuis, j'ai obtenu le statut de réfugié, appris le français et décroché un CDI. J'ai remboursé mes amendes pendant très longtemps. Mais l'an dernier, ma demande de nationalité a été refusée : il faut **n'avoir commis aucune infraction** en France.

Les faits à retenir

UN SENTIMENT DE SÉCURITÉ

86 % des Français se sentent en sécurité là où ils vivent.
Source : Institut CSA

PLUS CONTRÔLÉS, PLUS CONDAMNÉS

×20 de risques d'être contrôlés pour les jeunes hommes perçus comme noirs ou arabes.
Source : Défenseur des droits

+49 % de risques d'être incarcéré pour un étranger, à infraction égale.
Source : Observatoire des disparités dans la justice pénale

EN PRISON

77 % des détenus sont Français, **23 %** étrangers.
Source : ministère de la Justice, cité dans cet article

0,3 % des étrangers présents en France sont incarcérés.
Source : calcul à partir du nombre d'étrangers présents en France et incarcérés

Pour aller plus loin
« **Non, l'immigration n'est pas source de délinquance** », de L. Mucchielli et B. Joannon

NOTE 3 · PAGES 32 ET 33

Ce qu'on n'entend pas assez sur l'intégration et le « communautarisme »

La mixité domine, les personnes de toutes les origines se rencontrent et fondent des familles. 🙂



Mon père est arrivé du Maroc dans les années 1980, ma mère vient de Lyon. Comme **la plupart** des descendants d'immigrés, j'ai donc aussi des origines françaises. À la maison, on parlait français avec mes parents, comme **86 %** des descendants d'immigrés.

Mes amis viennent de partout. Quand on parle de « communautarisme », je ne me reconnais pas : seule **1 personne immigrée sur 5** dit avoir presque tous ses amis de la même origine, contre plus de la moitié des non-immigrés !

Je me sens française, comme **71 %** des immigrés, et encore plus de leurs descendants. Pourtant, j'ai déjà été écartée d'un entretien d'embauche à cause de mon nom. L'intégration est là : ce sont les **discriminations** qui demeurent.

Les faits à retenir

DES FAMILLES MIXTES

90 %

des descendants d'immigrés ont aussi des ascendants non-immigrés. Source : Insee

1/3

des Français ont un lien avec l'immigration sur 3 générations.
Source : Ined

DES COUPLES MIXTES

Près de 60 %

des enfants d'immigrés ont un conjoint d'une autre origine, et ce dès la première génération pour près de 40 % des immigrés.
Source : Ined, Trajectoires et Origines 2

DES APPARTENANCES RELIGIEUSES DIVERSES

51 %

des habitants de France hexagonale se déclarent sans religion.

29 %

sont catholiques.

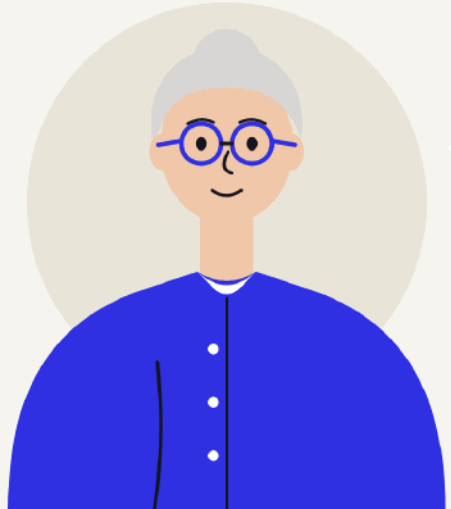
10 %

sont musulmans : l'islam est la 2e religion de France.
Source : Insee

NOTE 4 · PAGES 35 À 39

Ce qu'on n'entend pas assez sur les opinions des Français

Les Français ne sont pas en majorité opposés à l'accueil. 🙂



J'habite à **Sarcelles** depuis plus de 40 ans. Mes voisins viennent d'Algérie, du Sri Lanka, de Turquie, de Côte d'Ivoire… On se rend des services, on s'entend bien. Je n'ai jamais eu envie de déménager.

À la télévision, on parle de ma ville comme d'un endroit dangereux. Ce n'est pas ce que je vis. Les chercheurs appellent ça la **théorie du contact** : plus on se côtoie, moins on a de préjugés. Dans les communes qui comptent plus de 11 % d'étrangers, **72 %** des habitants se disent « pas racistes du tout ».

Ce qui m'inquiète, moi, c'est le coût de la vie et l'état de l'hôpital, comme la plupart des Français.

Les faits à retenir

LES PRIORITÉS

14e place

pour l'immigration parmi les préoccupations des Français.
Source : CNCDH, p. 212

70 %

ne ressentent pas de « submersion migratoire ».
Source : Enquête sociale européenne

LE REFUS DE LA PRÉFÉRENCE NATIONALE

65 %

des Français ne voient pas de raison de faire la différence entre un Français et un étranger en situation régulière.
Source : CNCDH, p. 220

UN CONSENSUS SUR LE TRAVAIL

83 %

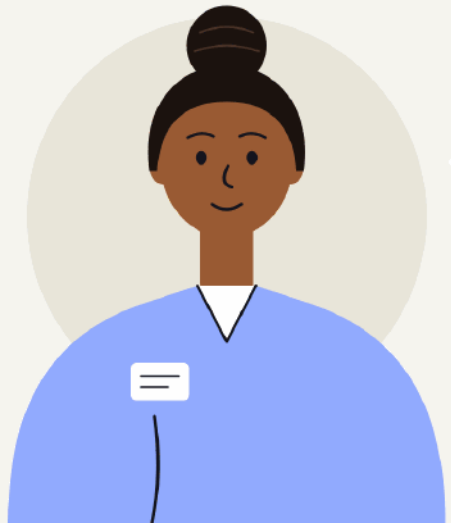
estiment que les travailleurs immigrés doivent être considérés ici comme chez eux, y compris **65 %** des sympathisants du Rassemblement national.
Source : CNCDH, p. 220

Pour aller plus loin
« **Les médias orientent-ils nos jugements sur les migrations ?** », sur Désinfox-Migrations

NOTE 5 · PAGES 41 À 47

Ce qu'on n'entend pas assez sur la diversité des personnes exilées

Ce sont aussi des mineurs, des femmes, des personnes LGBTI+. 🙂



Je suis arrivée en France il y a dix ans déjà, et à la télévision, on ne parle jamais des femmes immigrées. Pourtant, on en représente **plus de la moitié** !

Moi, j'en vois tout le temps : je suis aide-soignante à domicile auprès de personnes âgées, et **la plupart de mes collègues sont aussi des femmes étrangères.** Tous les matins, je fais ma tournée, chez les personnes âgées que j'aide : on vérifie ensemble qu'elles ont bien pris leurs médicaments, s'il y a des piqûres à faire, et je les aide pour leur toilette. Je dois partir très tôt de chez moi le matin, avant l'ouverture de l'école.

Pour **garder mes enfants**, j'ai de la chance : avec une voisine, on se relaie pour garder nos enfants selon nos horaires. Elle s'en occupe le matin, et moi le soir. Sans cette organisation, j'aurais beaucoup de mal à travailler : c'est un **frein important au travail des femmes immigrées.**

Les faits à retenir

LES FEMMES IMMIGRÉES

52 % des personnes immigrées en France sont des femmes.
Source : Insee

LE RÔLE ESSENTIEL DU TRAVAIL DES FEMMES

En 2021, les femmes immigrées représentaient **5 %** de l'emploi total.
Leur part était beaucoup plus élevée parmi :

- **×7** les employés de maison
- **×3** les aides à domicile
- **×2** les assistantes maternelles, les agentes d'entretien et de maîtrise de l'hôtellerie-restauration.

Source : Dares, p. 28

LES MINEURS ISOLÉS

13 554 mineurs isolés étrangers confiés aux départements en 2024.
Source : ministère de la Justice

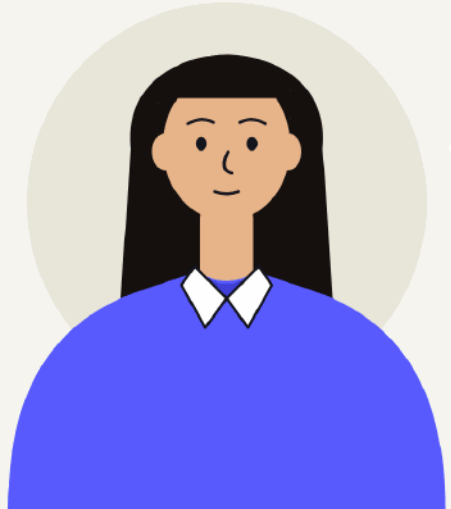
LES PERSONNES LGBTI+

65 pays criminalisent encore l'homosexualité, dont 11 qui la punissent de mort.
Source : ILGA

NOTE 6 · PAGES 49 ET 50

Ce qu'on n'entend pas assez sur l'entrée et le séjour en France

Entrer et s'installer légalement en France est particulièrement difficile. 🌀



Pour entrer en France, normalement, il faut forcément un visa, qu'il faut demander longtemps à l'avance, à l'ambassade de France dans son pays. Moi, je suis Afghane, et engagée pour les droits des femmes. Quand les Talibans ont commencé à me menacer de mort, je ne pouvais pas demander de visa pour la France : depuis leur arrivée au pouvoir, **il n'y a plus d'ambassade de France** en Afghanistan. Et je ne pouvais pas attendre des mois une réponse : le danger était immédiat.

Le visa humanitaire existe, mais il est très rare : **3 916** ont été délivrés en 2024, sur 288 049 visas de long séjour au total. Comme beaucoup d'autres, j'ai donc été obligée d'entrer en France de manière irrégulière pour demander l'asile.

Pour ceux qui viennent travailler, c'est encore plus difficile : il faut avoir signé un contrat avant même d'arriver. **Il est impossible de s'installer en France pour chercher un emploi**.

Les faits à retenir

LE REGROUPEMENT FAMILIAL

18 mois

de séjour régulier exigés, en plus de conditions de logement et de ressources, pour faire venir sa famille proche.
Source : Service public

19 605

personnes seulement en ont bénéficié en 2025, le plus souvent pour leur seul conjoint : environ 8 % des titres de séjour délivrés.
Source : Ofii, p. 37

L'INTÉGRATION EXIGÉE AVANT LE SÉJOUR

80 %

de bonnes réponses à l'examen civique sont exigées depuis janvier 2026 pour obtenir une carte pluriannuelle.
Source : ministère de l'Intérieur

LA RÉGULARISATION, UN PHÉNOMÈNE TRÈS RESTREINT

27 819

personnes ont obtenu un titre de séjour grâce à l'admission exceptionnelle au séjour en 2025.
Source : ministère de l'Intérieur

NOTE 6 · PAGES 51 À 53

Ce qu'on n'entend pas assez sur les conditions de la demande d'asile

Demander l'asile est un parcours long et difficile, où beaucoup de droits manquent. ⛺



Quand je suis arrivé en France, je ne connaissais pas **la procédure Dublin**. Les autres demandeurs d'asile avaient reçu un dossier pour raconter pourquoi ils avaient fui. J'ai compris que cette procédure signifiait que moi, la France voulait seulement me renvoyer en Suède, où j'avais laissé mes empreintes digitales.

Je savais que de là-bas, je serais renvoyé en Afghanistan. Je ne suis donc pas allé au rendez-vous à la préfecture. **J'ai été déclaré « en fuite » : j'ai perdu mon allocation et mon droit à un hébergement. J'ai passé un an à la rue, sans ressources et sans droit de travailler.**

Au bout d'un an, j'ai pu redemander l'asile en procédure normale, et j'ai obtenu le **statut de réfugié.** Aujourd'hui, j'ai un logement et je gagne ma vie. Mais j'ai passé un an dehors, pour rien.

Depuis, la loi a changé. Aujourd'hui, les demandeurs d'asile qui sont dans cette situation sont obligés d'**attendre 3 ans** sans hébergement, sans allocation, sans droit de travailler, sans rien.

Les faits à retenir

DES PROTECTIONS OBTENUES

52 % des décisions ont accordé une protection aux demandeurs d'asile en 2025.
Source : ministère de l'Intérieur

UN ACCUEIL DÉFAILLANT

Près de 60 %

des demandeurs d'asile ne sont pas hébergés, et **40 %** ne touchent pas l'allocation (206 à 431 € par mois).
Sources : la Cimade, Forum réfugiés

DUBLIN, UNE PROCÉDURE ABSURDE

13 %

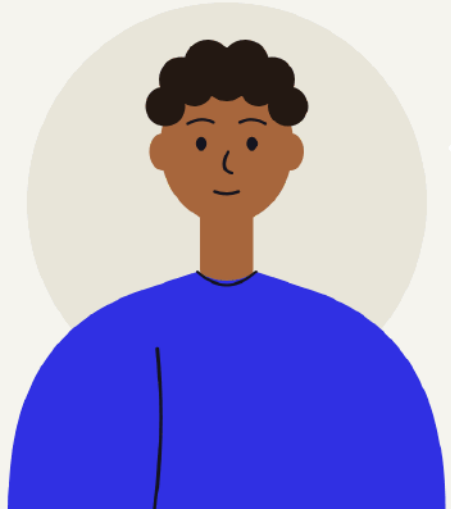
des « dublinés », c'est-à-dire les personnes qui doivent être renvoyées vers le premier pays européen traversé, y sont réellement transférés. En 2025, **la France a renvoyé 920 personnes en Allemagne, qui lui en a renvoyé 972.**
Sources : Eurostat, AIDA

Pour l'intégration dès la demande d'asile
Autoriser le **travail** et l'accès aux **cours de français** dès l'enregistrement de la demande d'asile permettrait de faciliter l'autonomie des personnes.

NOTE 6 · PAGES 54 À 56

Ce qu'on n'entend pas assez sur l'intégration et la nationalité

Devenir français est un parcours exigeant, qui dépend toujours de l'administration. 🏛️



Je viens d'obtenir le statut de réfugié. Pendant toute ma demande d'asile, **je n'avais pas droit aux cours de français.** J'étais donc content de pouvoir enfin commencer, et de me faire des amis en classe.

Mais depuis septembre 2025, pour apprendre le français tout passe par **une application**. Mon vieux téléphone ne pouvait pas l'installer, j'ai dû en acheter un nouveau. Je fais mes exercices, mais je ne comprends pas toujours mes erreurs, et surtout je me sens seul.

Plus tard, j'aimerais devenir français. Mais je me rends bien compte que **si j'ai seulement ces cours en ligne, ça ne suffira pas**. Il faudra que je trouve par moi-même des gens qui voudront bien m'enseigner le français.

Les faits à retenir

PAS DE DROIT DU SOL SIMPLE

Naître en France ne suffit pas : il faut un parent français ou né en France, ou y avoir vécu plus de 5 ans depuis ses 11 ans.
Source : Code civil, articles 19-3 et 21-7

NATURALISATION : DES CRITÈRES STRICTS

5 ans

de résidence, un emploi stable, des ressources financières suffisantes, la maîtrise du français, de la culture de la société française, adhérer aux valeurs de la République et avoir un casier judiciaire vierge : **même un excès de vitesse peut compromettre une naturalisation.**
Source : Code civil, articles 21-17 à 21-24-1

LES NATURALISÉS

33 %

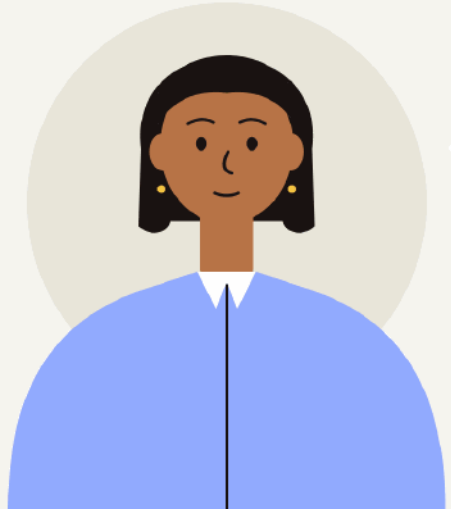
des immigrés ont acquis la nationalité en France, un chiffre dans la moyenne européenne.
Source : Insee

Pour aller plus loin
« **Non, l'obtention de la nationalité française pour toutes les personnes étrangères n'est pas automatique** », sur Désinfox-Migrations

NOTE 7 · PAGES 58 ET 59

Ce qu'on n'entend pas assez sur l'accès aux préfectures

L'empilement des lois et le manque de moyens des préfectures fabriquent des sans-papiers. ⏳



Je bénéficie de la protection subsidiaire depuis 5 ans. Cela signifie que tant que la situation ne change pas dans mon pays, j'ai droit automatiquement au renouvellement de ma carte de séjour. Mais au moment de faire ma demande, le site de l'ANEF, incontournable pour le renouvellement de mon titre de séjour, **a enchaîné les bugs**.

Depuis plus de 2 mois, je n'ai ni titre de séjour ni attestation pour prouver mon droit au séjour. **Mon employeur n'a pas pu renouveler mon contrat, je ne peux pas m'inscrire à France Travail, et ma banque a bloqué mon compte. Je n'ai pas pu payer mon loyer : mon propriétaire a lancé une procédure d'expulsion.**

Tout ça à cause d'un **bug technique** sur un site internet. Pour obtenir une réponse, il ne me reste plus qu'à saisir le tribunal administratif, comme des milliers d'autres personnes.

Les faits à retenir

UNE LOI TOUS LES

18 mois

29 lois sur l'immigration entre 1980 et 2024.
Source : Musée de l'histoire de l'immigration

133

modifications du cadre législatif et normatif en moins de 10 ans.
Source : Cour des comptes

DES DÉLAIS INTERMINABLES

41 %

des réclamations reçues par le Défenseur des droits en 2025 concernaient les droits des étrangers (10 % en 2019), en partie du fait de délais d'instruction dégradés en préfecture.
Source : Défenseur des droits

LES TRIBUNAUX SATURÉS

46 %

des recours administratifs portent sur le droit des étrangers.
Source : Conseil d'État

2 000

condamnations en un an pour la seule préfecture de Nanterre.
Source : *L'Humanité*

Pour une ANEF qui fonctionne
Saisi par France terre d'asile et 9 associations, le **Conseil d'État** a reconnu les **dysfonctionnements majeurs** du site.

NOTE 7 · PAGES 57 À 63

Ce qu'on n'entend pas assez sur la posture de « fermeté » aux frontières

Fermer les frontières ne réduit pas les arrivées : cela les rend plus dangereuses. 🛟



J'ai quitté mon pays parce qu'une milice me menaçait de mort. J'ai traversé le Sahara, puis j'ai été enfermé plus d'un an dans un centre en Libye, où j'ai subi de mauvais traitements. Après une dizaine de tentatives, j'ai traversé la Méditerranée sur un bateau surchargé.

Aujourd'hui, je suis sur le littoral nord. Depuis 4 mois, je dors le plus souvent dans une tente et j'essaie de passer au Royaume-Uni, où vivent **mon frère et ma sœur**. Ils pourront m'aider à trouver du travail.

Les contrôles de police ne changent rien pour moi : j'ai déjà tout risqué. Ils rendent seulement le passage **plus long, plus cher et plus dangereux**. Je ne suis plus qu'à quelques dizaines de kilomètres de ma famille.
S'il est impossible de partir depuis Calais, je partirai depuis la Normandie, même si c'est plus long et plus dangereux.

Les faits à retenir

DES RENVOIS RARES ET COÛTEUX

4 000 à 14 000 €

par éloignement forcé.
Sources : Cour des comptes, p. 116 ; Assemblée nationale, annexe X.

DES CONTRÔLES SANS EFFET

+12 000 %

de traversées de la Manche en bateau entre 2018 et 2024, malgré un budget de police multiplié par 7.
Source : rapport parlementaire britannique, p. 40, Cour des comptes, p. 40.

DES FRONTIÈRES MEURTRIÈRES

85 personnes mortes sur le littoral nord en 2024, dont 59 noyées. Source : OIM

UN EFFET INVERSE

Restreindre les visas réduit les arrivées, mais **aussi les retours** au pays : les personnes migrantes restent plus durablement. Source : Czaika et de Haas

Pour aller plus loin
« **Non, les frontières européennes ne sont pas des passoires** », de D. Simonneau, sur Désinfox-Migrations